

L'OPINION DES COMMUNISTES TUNISIENS SUR LE 9^{ème} CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE DESTOURIEN ET LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE NOTRE PAYS

Le 9^e congrès du PSD intéresse certes en premier lieu les militants destouriens, mais il intéresse également tous les Tunisiens dans la diversité de leurs tendances, en raison du rôle que joue ce parti aussi bien à la direction de l'Etat que dans la vie politique du pays. Ce n'est donc pas nous immiscer dans ses affaires intérieures que d'apprécier les décisions qu'il a prises et de dégager leur signification pour le pays. Nous ne nous placerons ni du point de vue des destouriens qui assument totalement le congrès et en sont sortis apparemment victorieux, ni du point de vue de ceux qui le contestent sévèrement et ont été exclus. Nous nous placerons du point de vue des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la jeunesse et de tous ceux qui veulent une Tunisie libre, progressiste et démocratique.

1 - Toute l'attention s'est concentrée sur ce que ce 9^e congrès, baptisé « congrès de la clarté », a fait pour « effacer » le précédent : élimination du courant qui avait prédominé alors, exclusion du groupe dit des « sept », adoption de mesures et méthodes qui prennent le contre-pied des décisions prises à une large majorité par le 8^e congrès. Ou encore sur l'exclusion de Masmoudi et sa polémique avec le chef de l'Etat. Mais, si importantes qu'elles soient, ces mesures ne doivent pas faire oublier un fait essentiel, à savoir que le 9^e congrès n'a pas effacé le précédent en ce qui concerne le choix de la politique libérale pro-capitaliste. Il l'a, au contraire, continué sans avouer la filiation. Comme nous le montrons par ailleurs, la clarté dans ce domaine est aveuglante : le PSD a confirmé son option pour une politique pro-capitaliste ouverte, qui tourne le dos aux réformes de structures, au véritable développement, une politique favorable aux affairistes de tout poil, Tunisiens et étrangers, au point que la Tunisie a désormais la réputation d'être, selon l'expression du journal « Le Monde », « un petit paradis du business » ! Et c'est toujours M. Nour, adversaire connu de la politique de planification et de réformes des années 60, qui reste chargé de diriger la politique économique et sociale du pays. Il vient même d'être confirmé comme « dauphin ». Bien mieux : les fictions et les références-alibis sont bousculées, la note « socialiste » déjà vidée de tout contenu, se fait rare après s'être faite timide. C'est un nouveau vocable, « le contrat de progrès », qui fait son apparition pour prendre la relève des slogans anciens et refaire les promesses qu'ils n'ont pu tenir !

N'est-il pas significatif qu'aucune voix ne s'est élevée, à ce congrès, pour contester la ligne économique, pour émettre la moindre réserve ou pour rappeler les options du congrès de Bizerte et les acquis positifs de l'expérience tunisienne, alors

que le débat à ce sujet est fondamental et engage l'avenir du pays. Cette situation peut paraître paradoxale au moment où le chef de l'Etat, qui inspire l'orientation générale et toutes les décisions, triomphe de ses adversaires et anciens disciples, au moment où se renforce, au sein du PSD, des groupes qui se veulent fidèles à un certain réformisme destourien. En réalité le réformisme destourien est entré dans une crise que ne saurait dissimuler ni le triomphalisme d'un congrès ni la promotion de telle ou telle personne ou l'exclusion de telle ou telle autre. Cette crise se manifeste par l'acceptation de l'orientation pro-capitaliste qui apparaît non comme une tactique passagère mais comme une ligne fondamentale, stratégique, adoptée par un congrès et assumée, sans réserve, par tous. Incapable de proposer une autre alternative que la voie capitaliste, le réformisme destourien, déjà extrêmement étriqué, limité et inconséquent, se rétrécit comme une peau de chagrin au point d'être réduit à très peu de chose, pratiquement à des discours pour « humaniser » et « moraliser » le capitalisme, pour en limiter les « excès ». Dans ces conditions, ne risque-t-il pas d'être identifié, dans la vie politique du pays, au refus des libertés démocratiques, à l'autoritarisme, à l'intolérance et à la répression ? La question mérite d'être posée.

2 - Un deuxième aspect négatif caractéristique des décisions du 9^e congrès du PSD, c'est précisément l'attitude négative à l'égard de toutes les libertés démocratiques (de presse, d'opinion, d'activité politique autonome) et la persistance de la volonté inquiétante d'installer partout l'autoritarisme et la répression. Que l'on nous entende bien : le règlement intérieur du PSD et les méthodes adoptées pour résoudre ses problèmes internes sont l'affaire des destouriens eux-mêmes. Ce que nous mettons en cause, ce que nous rejetons, c'est la prétention du PSD de vouloir appliquer son règlement intérieur et ses méthodes à l'ensemble de la société. Cette prétention, dont le caractère anti-démocratique est évident, apparaît de plus en plus anachronique, non seulement parce que le PSD lui-même subit des crises successives, que l'opposition née de ses rangs prend une importance grandissante et que se manifeste en son sein une diversité de tendances, mais aussi et surtout parce que l'opinion publique tunisienne a évolué et n'accepte plus de telles pratiques.

Rien ni personne ne peut escamoter le problème de la démocratie qui devient une véritable exigence populaire. L'opinion est extrêmement critique à l'égard de la propagande officielle qui informe et désinforme, sans aucun contre-poids, monopolisant la radio et la télévision, qui sont pourtant un service public, la totalité de la presse,

utilisant des procédés qui noient les réalités tunisiennes et celles du monde dans un flot ininterrompu de slogans qui ne tiennent aucun compte de la maturité d'un peuple qui a lutté vaillamment pour son indépendance et qui a acquis une expérience de la vie indépendante depuis plus de dix-huit ans ! L'opinion est également critique à l'égard des méthodes répressives qui sont entrées dans les mœurs et qui sont symbolisées par le rôle discrétionnaire accordé à une police politique devenue célèbre par son extension et ses procédés d'investigation, ainsi que par l'organisation périodique de procès d'opinion. Les forces les plus actives de notre peuple réagissent contre l'escalade répressive. Malgré les mises en garde continues et le dispositif anti-grève, les ouvriers défendent leurs libertés syndicales en même temps que leurs revendications légitimes ; les étudiants luttent sans cesse contre la politique sélectoniste, contre la répression, pour une UGET autonome et représentative.

Les communistes tunisiens n'ont attendu aucun congrès pour appeler au respect des libertés et droits démocratiques inscrits dans la constitution, pour exiger l'annulation des mesures arbitraires qui ont suspendu l'activité de leur parti et interdit leur presse, et cela depuis douze ans ! L'expérience a éloquentement prouvé que l'instauration du parti unique et la pratique autoritaire, anti-démocratique, qui s'en est suivie, si elles ont privé les communistes tunisiens de leurs droits, n'ont pas pour autant sauvegardé l'unité ni évité les crises et les remises en cause dramatiques, la prolifération des clans et des tendances ouvertement opposés. L'« homogénéité » tant clamée n'est réalisée qu'au prix d'exclusions de groupes entiers, qui prennent parfois l'allure de véritables purges ! Dès l'interdiction de notre parti et de ses journaux, nous avions mis en relief l'idée que les libertés démocratiques sont indivisibles, que l'absence de démocratie à l'extérieur du PSD, en particulier par rapport aux communistes, aura inévitablement des répercussions sur le PSD même.

Il a suffi d'une période relativement courte pour que des destouriens, de gauche, de droite ou du centre, qui pensaient que l'interdiction du PCT et les mesures répressives prises contre ses militants ne les concernaient pas, connaissent à leur tour cette loi d'airain qui fait subir ses rigueurs dans tous les sens dès qu'elle est mise en fonction.

Ils se sont trouvés, eux aussi, aux prises avec l'exclusive et même la répression. Puisse chacun, quelle que soit sa position actuelle, méditer cette leçon de choses ! Pour notre part, nous continuerons à lutter pour nos droits qui répondent à une aspiration profonde de larges secteurs populaires

L'OPINION DES COMMUNISTES TUNISIENS

SUR LE 9^{ème} CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE DESTOURIEN ET LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE NOTRE PAYS

● SUITE DE LA PAGE UNE

et coïncident avec les objectifs démocratiques du mouvement national tunisien.

Un groupe de membres du comité central, dit « groupe des 7 », qui étaient tous membres influents du gouvernement et du parti — l'un d'eux ayant même été directeur de la Sûreté puis ministre de l'Intérieur, au moment de la répression contre notre parti, en 1964 et plus tard — et qui, à l'époque, ne s'étaient pas offusqués des pratiques anti-démocratiques ni de l'instauration du parti unique, ont publié, à la veille du congrès une déclaration dans laquelle ils contestent les méthodes ayant présidé à sa préparation, disant notamment « qu'une telle situation condamne à l'échec le système du parti unique dès lors qu'il ne peut même pas garantir la démocratie en son sein, a fortiori dans le pays ». Quelles que soient les motivations réelles de cette opposition, que nous avons déjà caractérisée au moment où elle avait commencé à se manifester contre l'expérience Ben Salah, la déclaration qui en émane correspond à un fait réel auquel l'opinion est de plus en plus sensible. Il en est de même des déclarations fracassantes de Masmoudi qui comportent un jugement sans complaisance sur des méthodes qu'il a pourtant contribué à instaurer et dont il faisait l'éloge, il n'y a pas si longtemps ! L'exclusive ne frappe pas seulement certains éléments parce qu'ils sont réputés de droite et pro-capitalistes ; car d'autres éléments, réputés de droite et pro-capitalistes, sont bien installés au PSD et dans les rouages de l'Etat. A l'intérieur du PSD, l'exclusive frappe en premier lieu la gauche liée à Ben Salah ; elle atteint même d'autres militants honnêtes simplement en désaccord avec le pouvoir. A l'extérieur du PSD, elle frappe toutes les forces d'opposition progressiste et démocratique. Le « dialogue », dont il a été beaucoup question dans les déclarations du congrès, apparaît comme une fiction puisqu'aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du PSD, on ne tolère aucune voix discordante, aucune diversité d'opinions, aucune critique si constructive soit-elle. Pour dialoguer, il faut être au moins deux. Or c'est précisément ce principe de pluralité ou de diversité, même dans l'unité, qui, avec l'instauration du parti unique, est récusé. Cette situation ne porte pas seulement préjudice aux droits de l'opposition, notamment de l'opposition progressiste et démocratique, elle est nocive au PSD lui-même, où le carriérisme et l'opportunisme sans principes peuvent trouver un terrain particulièrement favorable.

Les communistes tunisiens ainsi que de larges couches de notre peuple rejettent la vision manichéenne que tente d'accréditer la propagande officielle et qui consiste à présenter ceux qui suivent le PSD, acceptent inconditionnellement sa politique et ses méthodes, comme de bons citoyens, et ceux qui ont d'autres conceptions idéologiques et politiques, comme de mauvais citoyens, voire comme de la « vermine ». Ils n'ont jamais, quant à eux, suggéré l'inverse, à savoir que tout ce qui est au PSD est, a priori, négatif, tandis que tout ce qui procède de l'opposition, quelle qu'elle soit, est toujours bon et positif ! Leur position à ce sujet est connue.

Quant à l'unité nationale, conçue et imposée, au sein du PSD, sur des bases politiques et sociales erronées, elle apparaît actuellement comme une sorte de mythe. Avant 1969, on avait cru pouvoir rassembler tout le monde dans un front hétéroclite comprenant, pêle-mêle, gauche, droite, pro-capitalistes et partisans des réformes de structures. Mais cette unité a volé en éclats dès que l'orientation progressiste commença à s'affirmer. Après 1969, dans l'euphorie pro-capitaliste, on a rassemblé, dans un front conjoncturel, des forces qui n'étaient unies que par leur hostilité commune à l'expérience Ben Salah. Cette forme d'unité n'a pas non plus résisté aux premières difficultés et incertitudes de la lutte pour le pouvoir. Et le même processus continue ! Tant il est vrai que la politique pro-capitaliste n'a pas été et n'est pas en mesure de faire l'unité nationale ni même l'unité du groupe dirigeant. Car, faut-il le répéter encore, l'unité nationale ne peut pas être conçue et pratiquée sur les mêmes bases qu'avant l'indépendance. Pour remplir sa fonction réelle et positive, elle doit être fondée sur des bases populaires et démocratiques, conformément aux intérêts légitimes des couches sociales intéressées à un développement progressiste et national du pays. Elle ne peut se faire dans le seul cadre du PSD, mais dans le cadre d'une alliance fondamentale de toutes les forces nationales qui acceptent un programme de développement progressiste et démocratique.

3 - Le problème de l'enrichissement abusif n'a été évoqué, au 9^{ème} congrès, que marginalement, non pas dans son ensemble mais à l'occasion des accusations portées contre Masmoudi, comme s'il s'agissait d'une exception ou d'une impureté à éliminer. Or ce problème ne concerne pas seulement Masmoudi dont l'exclusion n'a d'ailleurs pas pour motif ce qu'on semble lui reprocher aujourd'hui ; il concerne le régime dans son ensemble,

pour autant qu'il a permis l'enrichissement scandaleux d'hommes investis de responsabilités nationales et favorisé la formation d'une nouvelle bourgeoisie bien installée dans le pays. Il s'agit en somme non pas d'une personne mais de toute une couche sociale. A part quelques tentatives faites au cours de l'expérience des années 60, rien n'a été envisagé sérieusement pour instaurer une véritable atmosphère d'austérité, alors que nous sommes dans un pays pauvre, sous-développé, où aucune mobilisation des masses n'est possible sans austérité à tous les niveaux et pas seulement... au niveau des travailleurs déjà démunis !

4 - Quelle est à présent la disposition des forces politiques, après ce 9^{ème} congrès ? Il y a déjà un an, nous avons procédé à une analyse de la situation qui avait suivi l'autre congrès de Monastir, dans un document intitulé : « pour une nouvelle alternative progressiste et démocratique ». Il n'est pas sans intérêt de citer ce document, aujourd'hui. « Par delà les clans, y lit-on, qui se font et se défont au gré des affinités politiques, personnelles ou régionales, on peut distinguer des tendances. Les forces pro-capitalistes sont divisées : une partie participe au gouvernement et le soutient, une autre est dans l'opposition. La tendance pro-capitaliste du gouvernement utilise la caution et le pouvoir de Bourguiba pour essayer de réaliser ses objectifs, tandis que celle de l'opposition dissimule ses véritables options derrière l'usage démagogique des préoccupations populaires légitimes au sujet de la démocratie. Dans le gouvernement et dans l'opposition, la droite lutte, avec des moyens différents, pour asseoir l'orientation capitaliste sur des bases économiques et politiques définitives. Divergences et querelles se situent autour du problème du pouvoir, surtout en prévision de l'« après-bourguibisme ». Dans le camp du gouvernement, il existe des éléments qui se rattachent plus ou moins au courant réformiste destourien (PSD et UGTT). Mais ces éléments assument l'orientation actuelle et n'ont pas encore d'option clairement définie ni publiquement affirmée... »

Les événements confirment cette analyse. Les éléments nouveaux que l'on peut dégager du 9^{ème} congrès s'intègrent à ce tableau qui n'est pas statique ; ils l'actualisent, notamment en ce qui concerne la disposition et la répartition des forces, clans et tendances, ainsi qu'en ce qui concerne l'enjeu de leurs luttes. On peut noter à ce sujet les constatations suivantes :

1 - La lutte des clans n'a plus pour objet actuellement le problème de l'option économique et sociale, puisque le PSD et le pouvoir ont fait leur option pour une voie capitaliste. Elle a pour objet le pouvoir et se déroule autour du problème du pouvoir, alors qu'à l'échelle du pays le problème de l'option générale reste le problème fondamental.

2 - Comme il a été expliqué plus haut, la promotion d'éléments qui se rattachent plus ou moins au courant réformiste destourien ne signifie pas nécessairement une remontée de ce courant, puisque ces éléments assument totalement l'orientation pro-capitaliste. Cette contradiction reflète la crise de l'idéologie réformiste destourienne.

3 - Le passage de tel ou tel dirigeant d'un camp à un autre ne modifie pas le sens général de l'analyse ; néanmoins, on ne peut manquer d'être frappé par le nombre grandissant des dirigeants écartés dont certains passent à une opposition ouverte.

4 - Parce qu'il a confirmé l'orientation pro-capitaliste et anti-démocratique, le 9^{ème} congrès du PSD a tourné le dos aux exigences du pays et aux aspirations de la jeunesse. Il ne fait pas de doute qu'à la première occasion, l'unité de façade laissera apparaître ses fissures et que le profond malaise que connaît le pays ne fera que s'accroître.

Face à cette situation, les communistes tunisiens ont dégagé une perspective claire et montré qu'il existe une autre alternative, progressiste et démocratique, et que le pays n'était pas condamné, comme on le prétend, à continuer dans la voie capitaliste pour « corriger les erreurs » des années 60. Les événements soulignent encore une fois l'importance du rôle des communistes, la nécessité de leur activité autonome et de leur apport original, en tant que porteurs des intérêts inséparables de la nation et des travailleurs des villes et des campagnes, en tant que défenseurs résolus et conséquents du développement de notre pays dans une voie progressiste. Ils soulignent également la responsabilité d'avant-garde qui incombe à toutes les forces progressistes et tout particulièrement à celles d'entre elles qui se sont montrées les plus actives et les plus conséquentes dans leur opposition à l'orientation pro-capitaliste et anti-démocratique. Il revient à ces forces de susciter, sur des bases justes, les alliances les plus larges qui peuvent englober tous ceux qui veulent contribuer, d'une manière ou d'une autre, à la réalisation d'une nouvelle alternative progressiste et démocratique, y compris ceux qui se trouvent au PSD et à l'UGTT.